

La lettre de

JSVA



Spécial enquête

Réate

octobre 2011

DDCS/PP
DRJSCS
Centrale

La lettre de Jeunesse, Sports et Vie associative de l'UNSA Education

Indignés

Le mot se conjugue désormais dans de nombreux pays. Devant le trop-plein d'injustices, d'inégalités, de désinvolture des gouvernants à l'égard des règles démocratiques, des citoyens se lèvent, contestent, disent « non ». Ce n'est pas seulement l'inquiétude devant l'accentuation des difficultés économiques ni la certitude que les fauteurs de crise, au final, voient leurs profits s'accroître qui suscite un tel mouvement, mais la volonté de mettre un terme à l'arrogance et au mépris.

Le mépris, dans la mise en œuvre de la RGPP, aura été de mise. Le gouvernement aura refusé de négocier sur les objectifs des administrations, leur rôle, leur place. La réduction des effectifs aura été la seule obsession du gouvernement. Sa ligne de conduite aura été de reconfigurer l'Etat en l'affaiblissant. Avec un cynisme consommé, les responsables politiques ont fait un pari : frapper fort, réduire le nombre de fonctionnaires et donc la qualité et l'efficacité du service public. Le but, à terme, est de placer le service public en situation défensive.

La Réate aura affiché le même mépris. L'information tardive aura remplacé la nécessaire négociation. La désorganisation atteint, ici ou là, des sommets malgré l'engagement constant des agents. Les méthodes de « management », dans de nombreux services sont contestables et reflètent, au bout du compte, trop souvent archaïsme et autoritarisme. Notre fédération et ses syndicats ont décidé de demander aux collègues du terrain la réalité de leur vécu de cette réforme. Cette enquête en est la traduction et ses résultats sont conformes aux prévisions.

L'indignation à elle seule ne peut suffire. Le syndicalisme lui donne forme et durée. L'UNSA Education dénonce une politique qui, par aveuglement idéologique, prend pour cible le service public au risque de miner la cohésion sociale.

Patrick Gonthier

Secrétaire général de l'UNSA Education

Qui a répondu à cette enquête de l'UNSA Education ?

Les **270** personnels qui ont répondu exercent à **65%** en DDCS/PP, les **35%** restant étant en DRJSCS.

69,2% d'entre eux ont eu à subir un déménagement des locaux qui dans un certain nombre de cas a été très mal vécu.

86,1% de ces personnels pensent que ces réorganisations de services ne sont pas une bonne chose pour le service public.

Prof Sport dont CTPS	92
IJS / IPJS	57
Contractuel	17
CEPJ	24
administratifs EN	51
TECH / Ingénieur	6
ASS / CTSS	3
Autre (non renseigné)	20
Total	270

Téléchargez

les résultats complets de l'enquête sur :

<http://www.unsa-education.org>

La lettre de JSVA :

Une publication de l'UNSA Education.

Coordination : Samy Driss

Saisie des réponses : Monique Nicolas

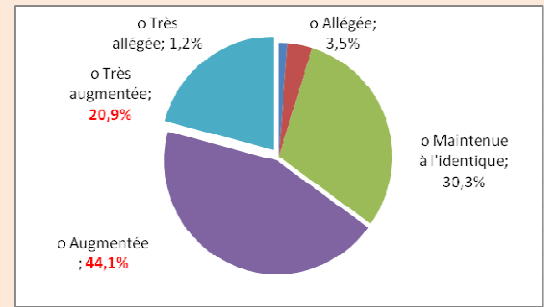


La charge de travail :

67 % considèrent que leur charge de travail a été augmentée ou très augmentée.

Dans leurs commentaires libres, les répondants attribuent pour l'essentiel ce surcroît de charge de travail aux réductions d'effectifs et à l'augmentation des charges administratives.

58,6% considèrent que leur rythme de travail a augmenté ou beaucoup augmenté.



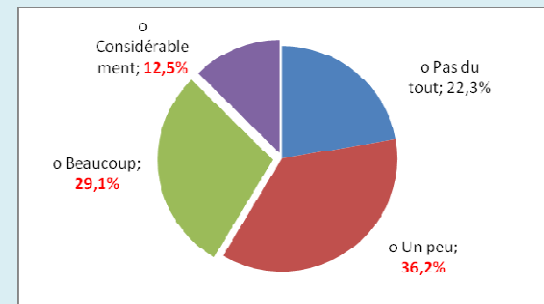
L'évolution des missions

77,8% des agents constatent que depuis la mise en place de la Réate, leurs missions ont un peu, beaucoup ou considérablement évolué.

59,8% ont vécu négativement cette évolution.

Les 3/4 d'entre eux estiment que leurs missions actuelles correspondent à leur métier.

En revanche **1 agent sur 4** pense que ce n'est pas le cas. **82,4%** des agents qui ont vu leurs missions évoluer disent avoir reçu une formation adaptée.



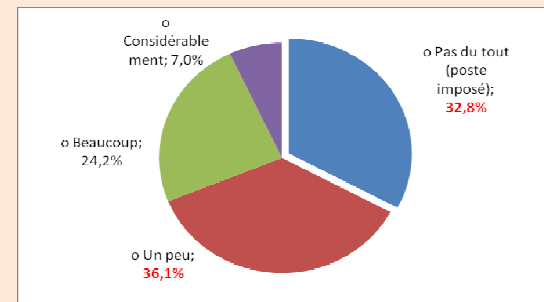
L'évolution du poste

La majorité des personnels estime avoir subi cette réforme territoriale de l'Etat.

68,9% des agents déclarent n'avoir pas pu (ou peu) choisir leur actuel poste de travail.

De nombreux personnels de tous niveaux catégoriels font part d'un sentiment de « déclassement ».

Les regroupements en DDI (DDCS ou DDCSPP) et en DRJSCS ont été mal ressentis et mal expliqués. Ce sentiment est partagé jusque dans les niveaux hiérarchiques intermédiaires et supérieurs.



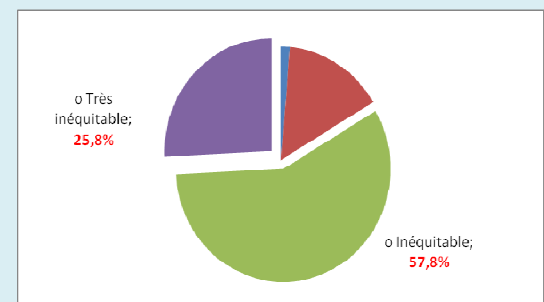
La rémunération

61,5% des agents considèrent que leur rémunération est insatisfaisante compte tenu de leurs diplômes et qualifications.

63,3% des agents considèrent que leur rémunération est insatisfaisante compte tenu de leurs tâches et responsabilités.

83,6% des agents trouvent leur rémunération globale inéquitable ou très inéquitable par rapport aux collègues du même service issus d'autres ministères.

Dans les commentaires, les personnels administratifs issus de l'Education nationale ont une perception très négative et injuste de ce fait, en particulier sur les différences de régime indemnitaire à corps, grade et fonctions équivalents.



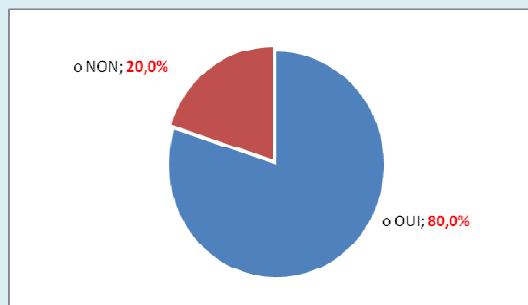


Les horaires de travail et l'autonomie

31,4% des agents soumis à un décompte horaire considèrent que leurs horaires de travail leur ont été imposés contre **68,8%** qui estiment avoir pu les choisir ou les négocier.

59,8% des agents non soumis à décompte horaires estiment que leur autonomie d'organisation est totalement respectée.

80% considèrent que leurs horaires ou organisation de travail sont respectueux de leur statut et des avancées de l'ARTT.

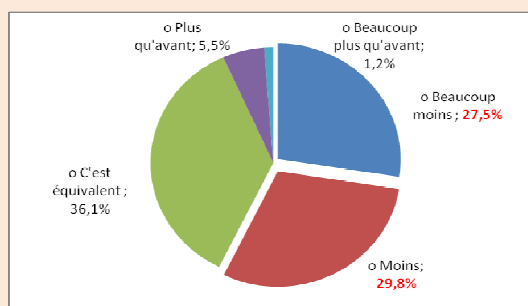


Les relations avec la hiérarchie

57,2% des agents ont le sentiment de ne pas être suffisamment informés sur l'évolution des fusions de services ?

54% des agents ont le sentiment de ne pas être écoutés par leur hiérarchie.

57,3% des agents ont le sentiment de l'être encore moins qu'avant la Réate.

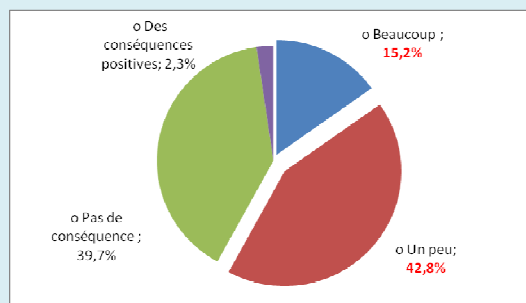


La santé au travail

58% des agents ont le sentiment que leurs nouvelles conditions de travail ont eu des conséquences négatives sur leur état de santé physique ou psychique.

32,4% des agents trouvent que les conditions d'hygiène et de sécurité de leur service ne sont pas satisfaisantes.

Leurs nouvelles conditions de travail amènent **53,4%** des agents à envisager de rechercher un autre emploi.



le 20 octobre 2011,
pour le comité technique ministériel et pour ma CAP,

Mon choix c'est l'Unsa!

Qu'en pensent ils ?

Quelques extraits des commentaires faits par les répondants à cette enquête :

Un CTPS Sport en DDI

« Le manque d'informations et de visibilité sur la suite de la RGPP fait la part belle à toutes les suppositions et celles qui dominent depuis peu chez de nombreux agents est que **cette réforme « à la hache »** s'enlise dans un amateurisme décourageant et que la suppression des DDI est déjà programmée »

Un adjoint administratif en DDI

« Depuis la fusion des services en DDI j'ai pu prendre conscience des grosses différences salariales notamment concernant les IAT (à indice égal 100€ de différence minimum), les promotions de grade avec nomination sur place alors que pour nous dans l'Education Nationale il faut accepter une mutation. »

Une professeure de sport en DRJSCS

« **Démotivation importante** compte tenu de la réorganisation des services sans réelle feuille de route en terme de projet, plus de dynamique d'équipe comme par le passé ».

Un attaché en DRJSCS

« Cette réforme des politiques publiques a été conduite avec un objectif d'économie budgétaire et non dans le souci de la qualité du service public. C'est logique que les personnels ne s'y retrouvent pas... »

Un CEPJ en DDI

« J'ai la désagréable impression jour après jour de travailler dans une organisation qui va fermer ses portes... »

Une inspectrice Jeunesse et sport en DDI

« **La réforme consacre indéniablement un affaiblissement du service public** et une forte dégradation des conditions de travail. Un durcissement des relations avec la hiérarchie semble accréditer la thèse d'un positionnement pensé, organisé et mis en œuvre sans état d'âme. »

Une secrétaire administrative en DRJSCS

« J'ai un fort **souhait d'égalité indemnitaire**, quel que soit le statut d'origine (à grade égal), puisque le travail est identique entre les agents... »

Un professeur de sport en DRJSCS

« On n'a pas de directives explicites, on fait parce que l'on a l'habitude et que l'on est consciencieux au service du public, mais on ne sait pas si c'est bien, ni ce que l'on attend de nous. On se raccroche aux branches, même si ce n'est pas ce que l'on devrait faire par rapport à notre statut qui rétro-

grade dans l'autonomie de fonctionnement, de décision, d'organisation, etc...

On a l'impression d'être dans un placard, qu'on ne veut plus de nous... »

Un inspecteur Jeunesse et sport en DDI

« La « mainmise » des préfets sur le fonctionnement des DDI au quotidien est très prégnante... »

Un CTPS Sport en DDI

« A un an du départ à la retraite, j'ai le sentiment que la mission « jeunesse et sport » se délite au profit du « tout social » ; la dimension éducative que nous revendiquons est oubliée ou abandonnée. »

Un inspecteur jeunesse et sport en DDI

« Outre la réduction drastique des effectifs comparés au périmètre des missions antérieures (**-30% d'ETP en un an**), l'incorporation de nouvelles missions sans formation, ni légitimité de terrain rend difficile voire impossible l'exercice de certaines missions de service public. Par ailleurs, le grand public s'y perd... »

Une CEPJ en DRJSCS

« **Nous sommes à la recherche du sens de nos missions actuelles.** L'administratif tue notre autonomie, et la prise d'initiative. Le recentrage sur les missions régaliennes est patent. De moins en moins de temps pour le conseil et l'expertise. »

Un inspecteur jeunesse et sport en DDI

« **Je suis proche du burning out.** Le service rendu aux usagers s'est très dégradé ce qui renforce le malaise des fonctionnaires... »

Un Professeur de sport en DRJSCS

« Le statut du professeur de sport est peu à peu mis à mal et se trouve fragilisé dans l'autonomie de l'organisation de son travail « moule administratif et préfectoral « oblige ».... »

Un inspecteur jeunesse et sport en DDI

« Je suis en poste fonctionnel de DDI adjoint ce qui explique sans doute mon optimisme quant à ma situation personnelle. **En ce qui concerne l'avenir de la DDI je suis très inquiet** notamment au vu des relations très tendues avec l'échelon régional DRJSCS.... »

L'UNSA Education et ses syndicats dénoncent cet affaiblissement du service public voulu par le gouvernement, et qui se fait au détriment des personnels, de l'intérêt général et des citoyens.